

8 Société et Culture

Vie des associations/Accusés de détournements divers

Les responsables du CSAIG livrent leur version des faits



La rencontre a été élargie...



... aux imams et prédicateurs.



L'imam Ismael Ocen Ossa et le conseiller du Raïs, Ali Akbar Onanga Y'Obegue, communiquant sur la vie du Conseil supérieur des affaires islamiques.

F.B.E.M

Libreville/Gabon

C'était lors d'une grande réunion de clarification organisée à la Mosquée Hassan-II. Outre les membres du Conseil supérieur des affaires islamiques du Gabon, imams, prédicateurs, étudiants et fidèles ont pris part à la rencontre.

ACCUSES de détournements sur le dos de leur Institution par des médias, et ce depuis plusieurs mois, les responsables du Conseil supérieur des affaires islamiques du Gabon (CSAIG) sont sortis de leur réserve samedi dernier, à la faveur d'une grande réunion qualifiée de "clarification", tenue à la mosquée Hassan II de Libreville. Un conclave qui a d'abord réuni la soixantaine de membres du CSAIG, avant d'être élargi au reste de la communauté (imams, prédicateurs, étudiants et sages de cette communauté religieuse du Gabon). Objectif : resti-

tuer la vérité, et confondre ceux qui relayent, au sein même du CSAIG, ces accusations "mensongères et sans preuves". Il faut dire que ces articles diffamatoires citent d'anciens étudiants gabonais d'Arabie saoudite comme leurs sources. Ces derniers recevraient en réalité "des feuillets" de quelques membres du CSAIG.

La réunion de samedi a ainsi permis au président du CSAIG, le grand Imam Ocen Ossa, comme au conseiller du Raïs, Ali Akbar Onanga Y'Obegue, principales victimes de cette cabale médiatique, de démonter les accusations dont ils sont victimes. Non sans demander, dans le même temps, aux éventuels colporteurs de ces informations d'apporter publiquement les preuves de leurs insinuations. Une demande qui restera sans réponse pendant plus de 5 heures d'horloge. Au contraire, on a plutôt vu dans l'assistance de personnes se confondant en excuses, parmi lesquels des étu-

dians en théologie islamique en question.

"Pour nous, il fallait réagir après de longs moments de silence motivés par la sagesse et le souci de la cohésion entre les différents membres de notre communauté. Et aussi, permettre à ceux qui se sont affichés négativement par cette désinformation de réaliser qu'ils faisaient fausse route. Mais ça n'a pas été le cas. Au lieu qu'ils prennent conscience, nous avons remarqué qu'ils persistaient dans la désinformation, la délation, et le mensonge. Et à ce niveau de responsabilité, il ne fallait plus se taire, conformément au Coran...", a expliqué le grand imam Ismael Ocen Ossa.

CONTAINERS * Toute ces accusations, a-t-on fini par comprendre, seraient parties d'une affaire de containers affrétés par les autorités du CSAIG aux étudiants en Islam de retour au pays. L'un des deux containers est resté bloqué au port de Libreville pendant plus de deux ans, et nécessiterait entre 60 et 75 millions de

Fcfa pour son dédouanement, selon les chiffres avancés par le CSAIG.

Des chiffres corroborés samedi dernier par la personne en charge de ce dédouanement portuaire, Jean Bart. Cependant, les étudiants en question, qui avaient pourtant reçu cette information du directeur du CSAIG, s'étaient déjà précipités dans les médias en avançant que ce dédouanement ne coûterait que 18 millions de Fcfa, et que les responsables du CSAIG souhaitaient s'accaparer du reliquat. Et au final, à la sortie desdits containers, devant un huissier de justice, le contenu déclaré par ces étudiants, c'est à dire des livres, était loin d'être une réalité.

SUBVENTION *Une fois ce premier démenti évacué, les responsables du CSAIG ont embrayé sur des milliards de francs dont ils sont aussi accusés d'avoir détourné, s'agissant des allocations de l'Etat au profit de l'Enseignement privé islamique. "Un pur mensonge", ont-ils également avancé.

C'est la directrice nationale de cet ordre d'enseignement, Issa Poulera Ndziengui, en personne, qui est venue, cette fois, éclairer, preuves à l'appui, la lanterne des uns et des autres. Expliquant que depuis la première subvention étatique à l'Enseignement privé islamique en 2013, la somme cumulée de cette manne, qu'ils ne perçoivent plus depuis deux ans, n'a guère dépassé 500 millions de Fcfa. De 300 millions en 2013, ladite subvention a chuté à 150 millions en 2014, à 50 millions en 2015, pour ne plus parvenir depuis lors, a-t-elle précisé. "D'où notre étonnement lorsqu'on entend parler de milliards détournés à l'Enseignement privé islamique. D'où viennent tous ces milliards ?" s'est-elle interrogée.

Une autre rumeur s'est vue tordre le coup au cours de cette communication : celle de la "marginalisation" des étudiants en Islam, une fois de retour au Gabon. Et le grand imam d'indiquer, pour prouver le contraire, que

les anciens étudiants constituent aujourd'hui près de la moitié des soixante-onze membres du CSAIG et que certains d'entre eux, qu'il a notamment cités, occupent même des postes de responsabilité au sein de l'Instance de régulation de l'Islam au Gabon.

L'imam Ocen Ossa a clos ce long conclave en appelant ceux qui se sont rendus coupables de cette désinformation à "la sagesse islamique" et à "la probité qu'exige la religion musulmane...Car l'Islam du Gabon se fera avec tout le monde, dont eux".

Sur un tout autre plan, cette réunion de samedi a également été mise à profit par le directeur du CSAIG pour faire un bilan des activités de l'Institution. L'imam a par exemple informé l'assistance du début de la construction du lycée islamique de Port-Gentil. Un établissement qui pourrait accueillir ses premiers élèves dès l'année scolaire 2018-2019 prochaine.